



Extrait du Maloya.org

<http://www.maloya.org/article240.html>

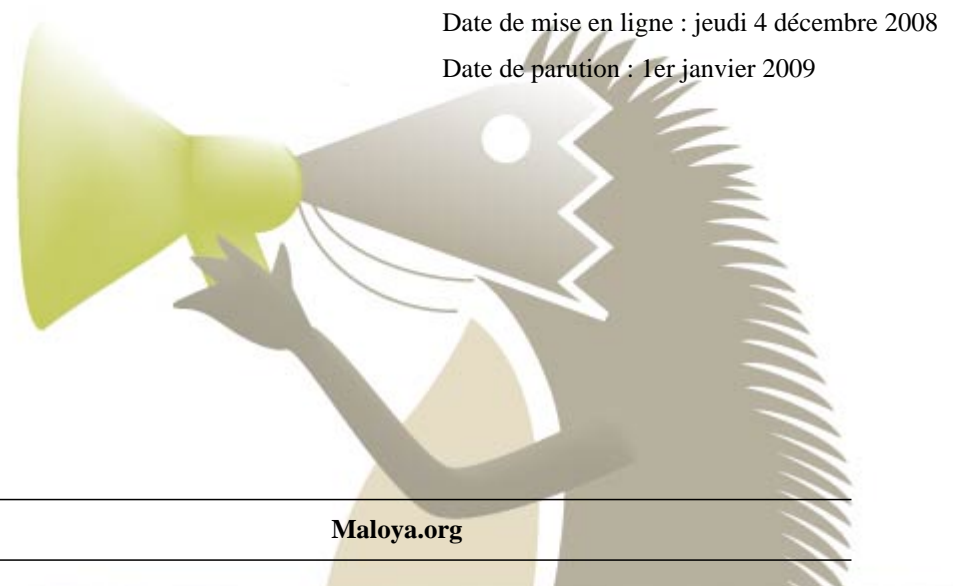
La Réunion, un paradis durable ? Ou comment s'imposer comme acteur voire précurseur de la durabilité

plané
en pr
d

Date de mise en ligne : jeudi 4 décembre 2008

Date de parution : 1er janvier 2009

st
e



Maloya.org

"La Réunion, un paradis durable ? Ou comment s'imposer comme acteur voire précurseur de la durabilité planétaire tout en améliorant et en privilégiant le bien-être et le développement de ses habitants ?" //

Paradis tropical, perle de l'océan Indien, écrin de la biodiversité... La Réunion n'en finit pas de susciter les enthousiasmes et les superlatifs, à juste titre ; et tous les moyens sont mis en oeuvre pour favoriser son rayonnement, et le tourisme sous toutes ses formes.

Mais dans un contexte de crise financière, et de mutations locales et internationales rapides, l'Île doit faire face à une situation nouvelle qui met en jeu sa place et son action dans le monde. Les derniers chiffres publiés sur la situation de l'illettrisme demeurent largement au-dessus de la moyenne nationale, et rappellent l'urgence de considérer le principe de développement dit « durable » dans sa globalité. À quoi bon le paradis, s'il ne répond pas aux besoins les plus élémentaires de ceux qui y vivent ?

« *La vitrine du monde en termes de développement durable* » soulignait Jean-Louis Borloo en juillet dernier lors de la conférence internationale « les îles et l'Union européenne : stratégie face au changement climatique et à la perte de la biodiversité ». « *Un paradis à préserver* », titrait France 3 dans le cadre de l'émission *Des racines et des ailes* qui était consacrée à l'Île le 29 octobre. Sans oublier La Réunion, terre pionnière en matière d'énergies renouvelables pour une plus grande autonomie ; La Réunion, modèle de protection de la biodiversité ; les nouvelles infrastructures routières au coeur des enjeux de l'aménagement du territoire ; Le Parc National, créé en mars 2007, candidat au classement du Patrimoine Mondial... Oui, aux yeux du monde et de la Métropole, l'Île affiche un certain dynamisme et de nombreux atouts.

Elle fascine par ses paysages hors norme, une nature luxuriante sauvage et brute, son grondant piton de la Fournaise aux éruptions impressionnantes, sa plaine des Sables aux allures lunaires, ses trois cirques sculptés par le temps aux secrets toujours bien gardés. Elle séduit avec ses cases créoles, Saint-Gilles et Boucan-Canot aux plages de sable clair, et sa cuisine savoureuse. Elle surprend par sa mosaïque d'origines, le brassage des cultures et la cohabitation de nombreuses religions qui en feraient presque un exemple d'intégration réussie. Parce que La Réunion, c'est avant tout un nom, un symbole, une identité composée de près de 800 000 visages représentant le métissage. Une mixité qui fait la fierté de ses habitants et une des forces de son histoire et de son patrimoine.

Aujourd'hui, au-delà d'un sublime état de nature, d'un brassage plutôt mieux réussi que dans de nombreux autres départements français, et des messages attractifs qui peuvent faire office de façade en masquant une réalité trop dérangeante, se pose une question. Celle de l'avenir d'une île en proie à un développement sans précédent et à la mondialisation, dans un contexte de difficultés locales persistantes. Le défi est de taille : s'ouvrir au monde, sans pour autant sacrifier ce qui fait son authenticité et ses racines. L'enjeu étant non seulement économique et environnemental, mais surtout social ; humain en un mot. Ou comment s'imposer comme acteur voire précurseur de la durabilité planétaire tout en améliorant et en privilégiant le bien-être et le développement de ses habitants ?

La situation sociale de l'île de La Réunion est aujourd'hui très en deçà de celle de la moyenne nationale, et tous les chiffres confirment une situation préoccupante. Éducation, logement, santé, emploi, place des femmes, tous les domaines sont concernés. 52 % de la population réunionnaise vit sous le seuil de pauvreté - contre environ 12 % sur la moyenne des autres départements, et 10 % vit en-dessous du seuil de bas revenus (360 euros). Côté habitat, près du quart des habitants vit dans un logement trop petit, et seules 23 % des demandes de logements sociaux étaient honorées en 2004. Une situation qui pourrait empirer au vu de la baisse des budgets imputés au logement et d'une forte croissance démographique. À cela, s'ajoutent un taux d'illettrisme de 21 % - soit 111 000 personnes âgées de 16 à 65 ans dans l'incapacité de lire, comprendre et transmettre un message simple -, et près de 30 % de chômage. Des situations à résoudre d'urgence, car elles favorisent l'exclusion de la vie sociale mais aussi de la vie politique de

l'Île, et par extension une dépendance.

En matière de santé publique, les inégalités persistent et la lutte pour l'accès aux soins pour tous doit demeurer une priorité. Plus de 50 % de la population bénéficie encore de la couverture maladie universelle (CMU) et a du mal à être actrice de sa santé, renonçant aux soins plutôt que de s'informer. En 2005-2006, l'épidémie de chikungunya a frappé de façon inhabituelle environ 300 000 personnes, faute de mesures rapides en termes d'information, de prévention et de soins. Récemment, le Conseil général a décidé de ne plus financer les moyens de contraception à destination des médecines préventives universitaires (MPU) : les étudiants à l'Université en sont privés, et sont renvoyés vers les centres de planification où ils se rendent pourtant beaucoup moins spontanément.

Enfin, le développement de certains domaines, tertiaires notamment, n'est pas en mesure de répondre à toutes les demandes d'emploi ; et de nombreux jeunes diplômés se retrouvent au chômage ou contraints de quitter l'Île pour trouver du travail. Parallèlement, les métiers émergents et postes vacants requièrent de plus en plus de qualifications, au détriment d'une large partie de la population, non formée. Quelles sont donc les perspectives possibles pour les étudiants réunionnais ? Et comment encourager ceux qui sont partis pour compléter leur formation ou intégrer la vie active à revenir dans l'Île ?

Le 20 décembre prochain, l'île de La Réunion fêtera les 160 ans de l'abolition de l'esclavage. Une date qui fait écho à une histoire accidentée, au devoir de mémoire, aux 60 ans de la Déclaration universelle des droits de l'homme, rappelant une fois de plus que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits.

Comme partout ailleurs, et particulièrement dans ce département français, le développement durable doit être fondé sur un développement social visant à subvenir aux besoins des êtres humains et à réduire les inégalités. Seule une politique solidaire peut y parvenir. Évoluer en tenant compte des bouleversements du monde, préserver les droits et les vies sur ses propres terres, et mettre en place des mesures qui permettent à chacun d'être acteur du développement et de bénéficier de ses retombées positives, tels sont les enjeux du paradis durable. Un pari à relever dès maintenant.

Post-scriptum :

Sources chiffrées : INSEE, Observatoire des inégalités, Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES).